



**Syndicat National des Personnels Techniques, Administratifs et de Service
de l'Équipement et de l'Environnement**

Ministère de la transition écologique et solidaire
Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

ÉCOLOGIE

La Défense, lundi 16 septembre 2019

BUDGET DU MINISTÈRE AU PLF 2020 : ANATOMIE D'UN MENSONGE

Il y a un peu plus d'un an, l'ONU décernait à E. Macron le titre de « Champion of the Earth », Champion de la terre pour son engagement contre le réchauffement climatique.

Nous lui décernons aujourd'hui le premier prix Pinocchio pour l'ensemble de son discours sur les questions relatives à l'écologie.

Passer de la parole aux actes suppose une cohérence entre celle-ci et ceux-là. Or, Emmanuel Macron fonctionne avec un logiciel de l'ancien monde, paramétré au productivisme, à la croissance, à la consommation, et reste totalement hermétique aux recommandations des experts sur les questions climatiques, environnementales, écologiques.

Il a beau proclamer que « la première des transitions, la plus urgente, la plus impérieuse, c'est le climat » qui « doit être au cœur du projet national et européen ; ou encore déclarer à propos de l'écologie : « j'agis par conviction, j'ai la foi des convertis récents », **les actes ne trompent pas, les chiffres ne mentent pas.**

A la veille de ce que le Gouvernement a nommé l'acte II du quinquennat, *Le Monde* et *Le Parisien* ont dévoilé le projet de loi de finance (PLF) 2020 pour l'ensemble des ministères. Pour la sphère ministérielle qui comprend le ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) et le ministère de la cohésion des territoires (MCT), ce sont :

2020 : 1723 suppressions de postes (-1769 au MTES et +46 au MCT)
2021/2022 : 3182 suppressions de postes (-3192 au MTES et +10 au MCT)

Soit un total de 4905 suppressions de postes en 3 ans qui font suite aux 6314 suppressions subies par ces deux ministères entre 2015 et 2019.

Nous affirmons, au contraire de ce que prétend Bercy, que si l'écologie est une question de politique publique, celle-ci doit être portée par un service public renforcé en moyens et en effectifs, avec des agents fonctionnaires sous statut, au plus près des citoyens.

Nous alertons sur le leurre d'une augmentation du budget qui servira des intérêts privés au détriment de l'intérêt général.

Les luttes contre le réchauffement climatique, pour la préservation de l'environnement et de la biodiversité méritent un autre engagement gouvernemental.

Ivan Candé-González
Secrétaire général du SNPTAS CGT Écologie